

# UN HOMME D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE



Portrait de Guillaume SAINTENY, Président chez Plan Bleu, Session Annuelle 9, Voyage de l'IHEE en Israël en 2014 et à Tanger en 2015

« J'aimerais arriver à impliquer plus largement le secteur privé dans les projets portés par le Plan Bleu »

# Quel a été ton parcours ?

J'ai commencé par des études à Sciences Po Paris en réalisant en parallèle une maîtrise en droit puis un MBA. J'ai ensuite démarré comme chargé de mission au service économique du CSA, en charge de la création des télévisions privées et en co-créant une maison d'édition de presse professionnelle (Victoire éditions) spécialisée dans trois domaines : collectivités territoriales, juridique, environnement.

En 1995, je suis devenu Conseiller puis Directeur adjoint du cabinet de la Ministre de l'Environnement. Parmi les sujets traités : la loi sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie, la création de la Fondation du patrimoine et de la Commission nationale du débat public, la transposition et la mise en œuvre de plusieurs Directives de l'UE, de nombreux projets d'infrastructures, la fiscalité environnementale, etc.

A partir de fin 1997, j'ai co-créé le premier enseignement sur le Développement Durable à Sciences Po. C'est aussi l'époque de mon premier contact avec les IH¹ car j'ai suivi l'IHEDN à cette même période.

En 2005, j'ai été nommé Directeur des affaires économique du ministère du Développement durable, de l'Energie et des Transports. Cette Direction d'administration centrale avait compétence sur les questions transversales au sein du ministère : expertise économique, fiscalité environnementale, intégration de l'environnement dans les politiques publiques, énergies renouvelables, recherche et innovation, études d'impact, loi littoral, évaluation des projets d'infrastructures, etc. Cette période a aussi été marquée, en plus de l'action

29, rue de Lisbonne 75008 Paris · Tél. 33 (0) 1 53 23 05 40 · www.ihee.fr

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> https://www.inter-ihe.fr/

normale, par l'intense activité du Grenelle de l'environnement et la préparation des deux lois issues du Grenelle.

J'ai quitté le Ministère après le Grenelle pour créer mon cabinet de Conseil. C'est à ce moment-là que j'ai suivi l'IHEE. Dans le même temps, j'ai assuré un enseignement sur le développement durable à Polytechnique.

Parallèlement je siège dans plusieurs organismes (Conseil national de la biodiversité, Comité 21, Fédération des parcs naturels régionaux, Conseil d'orientation Transition écologique du Groupe La Poste) et dans les conseils de plusieurs fondations (Fondation Prince-Albert-II-de-Monaco, Fondation Sisley, Fondation pour la recherche sur la biodiversité). J'ai publié récemment deux ouvrages sur ces sujets. Dans le dernier « Le climat qui cache la forêt », je développe l'idée que le changement climatique a pris trop de place au détriment d'autres enjeux du domaine tels que la qualité de l'air ou l'érosion de la biodiversité.

J'ai été élu récemment membre de l'Académie d'Agriculture de France et, au printemps dernier, Président du Plan Bleu.

# Peux-tu nous en dire plus sur Le Plan Bleu?

En 1975 a été adoptée la Convention de Barcelone sur la protection de la Méditerranée, mer très menacée. Puis y ont été ajoutés sept protocoles additionnels et une Stratégie Méditerranéenne du développement durable (SMDD). Ces textes et ce programme d'action concernent les 21 pays riverains ainsi que l'Union Européenne. Le Plan Bleu, basé à Marseille, est un Centre régional du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) qui opère dans ce cadre. Il a pour but de favoriser l'évolution du bassin méditerranéen et de ses pays riverains vers le développement durable dans sa triple dimension économique, sociale et environnementale.

Du point de vue économique, les transports maritimes, le tourisme, l'énergie, la pêche, les industries côtières, l'urbanisme, etc. sont des secteurs prioritaires pour nous.

Parmi les particularités de ce bassin, figure la grande disparité des PIB des pays qui en font partie et des systèmes juridiques voire économiques qui s'y appliquent mais également une situation géopolitique très complexe. Toute la difficulté consiste à avancer globalement vers un développement davantage durable de la zone et à aider les Etats parties en ce sens, tout en tenant compte des spécificités de ces pays et du fait que leurs priorités n'y sont pas toujours les mêmes.

Du point de vue environnemental, la Méditerranée est un « hotspot ». Elle l'est en matière de changement climatique, la mer s'y réchauffant plus vite qu'ailleurs. Mais elle l'est également en matière de stress hydrique ou de biodiversité. Par exemple, on trouve dans cette région, assez petite en surface, 18 % de la flore mondiale.

# As-tu un message à faire passer à ce sujet ?

J'aimerais arriver à impliquer plus largement le secteur privé dans les projets portés par le Plan Bleu, que ce soit au travers d'engagements volontaires de secteurs ou d'entreprises ou via le financement de projets rentables qui font partie de la transition écologique (ENR, efficience énergétique, traitement de l'eau, transports collectifs, urbanisme durable, etc.). Le développement durable de la Méditerranée ne peut rester du seul ressort des Etats. C'est d'ailleurs l'esprit du PNUE et celui de la SMDD que d'impliquer les différents stakeholders. Et je suis persuadé qu'un certain nombre d'anciens auditeurs de l'IHEE travaillant dans des secteurs liés à l'économie bleue ou à la transition écologique pourraient apporter leur pierre à l'édifice soit via leur structure professionnelle, soit directement eux-mêmes.

# Que t'a apporté l'IHEE ?

J'ai trouvé extrêmement enrichissant de réfléchir avec des personnes issues de secteurs que je connaissais mal. Notre voyage aux Etats-Unis s'est déroulé à un moment très particulier puisque c'était entre l'élection de Barack Obama et sa prise de fonction. Et puis, ce que nous avons vu dans la Silicon Valley était très éclairant.

#### Quel est ton meilleur souvenir professionnel?

Quand on arrive à faire bouger les lignes, à initier des réformes d'intérêt général dans ce domaine du développement durable, c'est toujours une grande satisfaction.